Le Burundi, trois ans après le début de la crise

Deutsche Welle, 26.04.2018 26 avril 2015 - 26 avril 2018. Cela fait trois ans exactement que débutait à Bujumbura une série de manifestation contre le troisià me mandat de Pierre Nkurunziza. C'est le 25 avril 2015 que le président burundais a été investi par son parti, le CNDD-FDD, comme son candidat à un troisià me mandat. La suite on la connaît, le scrutin est organisé et remporté par le président-candidat. Ce que l'opposition et la société civile ont illégal et illégitime.

Une grave crise s'installe alors dans le pays conduisant des milliers de Burundais à l'exil, certains ont été tués. aprÃ"s, la crise n'est toujours pas résolue et le pays est plus que jamais divisé surtout avec l'annonce d'un ré permettant au président de rester plus longtemps au pouvoir. Selon les opposants au troisiÃ"me mandat depuis le début de la crise, la constitution et les accords d'Arusha, signés en 2000 ne permettent pas au président Pierre Nkurunziza de faire un troisià me mandat aprà s deux mandats constitutionnels entre 2005 et 2015. Réplique du CNDD-FDD au pouvoir Ã l'époque: "le président a été élu en 2005 au suffrage universel indirect. Résultat : son mandat nâ courir qu'à partir de 2010 avec son élection au suffrage universel direct. Il lui reste donc un deuxià me mandat en 2015". Dans la foulA©e de la contestation qui allait crescendo, l'armA©e est entrA©e en jeu pour espA©rer mettre un terme aux velléités du président. Le 13 mai 2015, le général Godefroid Niyombare tente le cinquià me coup d'état de l' Burundi qui échoue. En juillet 2015, malgré le boycott des principales figures de l'opposition, Pierre Nkurunziza est ré avec prÃ"s de 70% des voix. Pourtant, Pancrace Cimpaye, porte-parole du Cnared, la plateforme de l'opposition burundaise en exil, se réjouit des actions des opposants. "Pendant trois ans, l'opposition est parvenue à enfermer Pierre Nkurunziza au Burundi, sans sortir. C'est le seul président qui roule à tombeau ouvert pour circuler à travers le pays et c a peur. Qui a peur même de son ombre". Pour Pancrace Cimpaye, l'opposition n'a pas échoué. C'est plutà t Conséquence de cette crise politiqueÂ: des médias indépendants saccagés ou fermés, leurs journalistes traqués. Et milliers de personnes contraintes à l'exil. De graves violations des droits humains De nombreuses exactions ont été commises, selon Human Rights Watch et la FIDH, par les "Imbonerakure", la ligue des jeunes du parti au pouvoir que l'ONU considÃ"re comme une milice. Joseph Ntakirutimana, Secrétaire général adjoint du CNDD-FDD réfute ces accusations. "Celui qui a volé est un voleur. Que cherchent ceux qui disent que les criminels sont de notre parti ? Cela fait partie de la campagne de depuis 2015 qu'on avait lancé pour nous faire tomber et qui n'a pas pu prendre." La communauté des États de l'Afrique de l'est a initié un dialogue entre le pouvoir et l'opposition, placé sous la président tanzanien, Benjamin William Mkapa. Mais cette médiation est au point mort car les deux parties campent sur leurs positions respectives. Une nouvelle page de crise burundaise s'est ouverte avec l'organisation d'un referend constitutionnel voulu par le président, Pierre Nkurunziza. Les préparatifs de cette consultation prévue pour le 17 mai prochain vont bon train. Mercredi, le Conseil national de la communication (CNC) a sorti un communiqué portant sur l'organisation médiatique de la campagne référendaire. L'organe de régulation rappelle que les médias tant public privés sont autorisés à ouvrir leurs antennes et plateformes qu'aux partis politiques et acteurs indépendants enregistr la CENI – c'est-à -dire la Commission Electorale Nationale Indépendante. Toute organisation non déclarée à la CE droit A la parole.A

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

http://www.arib.info Propulsé par Joomla! Généré: 27 April, 2024, 04:46